

N° 1
Juin 2024

GÉOPORO

ISSN : 3005-2165

Revue de Géographie du PORO



Département de Géographie
Université Péléforo Gon Coulibaly

www.geoporo.net

Revue de Géographie du Poro
Université Peleforo Gon Coulibaly
Korhogo – Côte d'Ivoire

Éditorial

L'histoire de la production du savoir géographique, a été conçue et l'est toujours à partir de la dynamique d'une pensée et d'un discours scientifique.

Cette production du savoir géographique touche aux méthodes, aux concepts, aux théories, aux emprunts de la discipline et à sa place dans la sphère des sciences. Elle concerne l'objet de la géographie comme un corps de savoir spécifique dans le corpus scientifique. D'une pensée de la géographie qui privilégie la description des faits pour atteindre l'explication par une démarche inductive, vision utilisée par les principaux fondateurs de la géographie, elle parvient à l'explication des phénomènes étudiés.

Trouver des réponses aux questions d'aujourd'hui, c'est dépasser l'étude des apparences visibles pour se pencher aussi sur les rôles invisibles de l'espace dans la vie de chacun et dans le fonctionnement de la société. La géographie cherche dans ce contexte à devenir une science nomothétique avec des chercheurs qui suivent simultanément deux voies. La première qui est une quête de similarité présente dans la diversité des espaces et, à partir d'elle des règles (voir des lois) qui caractérisent l'organisation de l'espace par l'homme. Et la deuxième, celle d'un recours à la démarche déductive comme méthode scientifique.

Quant au discours scientifique, il privilégie d'une part l'analyse spatiale, la recherche de règles, voire de lois dans la répartition des objets dans l'espace. A ce titre, il s'efforce d'analyser les formes spatiales en mettant en évidence les processus à l'œuvre. Et d'autre part, il recherche le sens de ces formes spatiales, sens qu'elles ont pour les divers groupes utilisateurs de l'espace à titre permanent ou temporaire. Tout en ne perdant pas de vue que la pensée et le discours doivent nourrir la science géographique, le rôle du géographe n'est-il pas alors de produire des connaissances utiles pour expliquer les comportements humains dans l'espace et d'en analyser les conséquences ? Pour ce faire, la Géographie s'est appropriée des outils et des techniques tels que le Système d'Information Géographique qui ont fait d'elle une des sciences avec lesquelles il faut compter face aux nombreux enjeux d'un monde dynamique.

En clair, la Géographie se positionne comme la science de prise de décision, voire la science de l'avenir. **GEOPORO** se présente alors comme la plateforme de publication et de publicisation des recherches des géographes d'ici et d'ailleurs soucieux par la qualité de leur contribution à participer aux prises de décisions dans leur environnement socio politique, économique et culturel. Cette revue est dotée d'un conseil scientifique et de lecture international.

Par **KONAN Kouamé Hyacinthe**

COMITÉ ÉDITORIAL

Directeur de Publication

KOFFI Brou Emile, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

Rédacteur en Chef

TAPE Sophie Pulchérie, Maître de conférences, Université Peleforo GON COULIBALY

Secrétariat

1. KONAN Hyacinthe, Maître de Conférences en Géographie
2. COULIBALY Moussa, Maître-assistant en Géographie
3. DOSSO Ismaïla, Assistant en Géographie

COMITE SCIENTIFIQUE

1. KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire de Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
2. YAPI-DIAHOU Alphonse, Professeur titulaire de Géographie, Université Paris 8 (France)
3. ALOKO-N'GUESSAN Jérôme, Directeur de Recherches en Géographie, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
4. VISSIN Expédit Wilfrid, Professeur titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
5. ANOH Kouassi Paul, Professeur titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
6. EDINAM Kola, Professeur Titulaire de Géographie, Université de Lomé (Togo)
7. BIKPO-KOFFIE Céline, Professeur titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
8. GIBIGAYE Moussa, Professeur titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
9. ASSI-KAUDJHIS Joseph, Professeur Titulaire de Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
10. MENGHO Maurice Boniface, Professeur titulaire, Université de Brazzaville (République du Congo)
11. NASSA Dadié Désiré Axel, Professeur titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
12. KISSIRA Aboubakar, Professeur Titulaire de Géographie, université de Parakou (Benin)
13. LOBA Akou Franck Valérie, Professeur Titulaire de Géographie, Université Felix Houphouët-Boigny, (Côte d'Ivoire)
14. MOUNDZA Patrice, Professeur Titulaire de Géographie, Université Marien N'Gouabi (Congo)
15. DIBI-ANOH Pauline, Professeur Titulaire de Géographie, Université Felix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

16. VIGNINOU Toussaint, Professeur Titulaire de Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

COMITE DE LECTURE INTERNATIONAL

1. KOFFI Simplicie Yao, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
2. KOFFI Yeboué Stephane Koissy, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
3. KOUADIO Nanan Kouamé Félix, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire),
4. KRA Kouadio Joseph, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire),
5. TAPE Sophie Pulchérie, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
6. ZOUHOULA Bi Marie Richard Nicetas, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
7. ALLA kouadio Augustin, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
8. DINDJI Médé Roger, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
9. DIOBO Kpaka Sabine Epse Doudou, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
10. KOFFI Lath Franck Eric, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
11. KONAN Hyacinthe, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
12. KOUDOU Dogbo, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
13. SILUE Pebanangnanan David, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
14. FOFANA Lancina, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
15. GOGOUA Gbamain Franck, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
16. KAMBIRE Sambé, Maitre de Conférences en Géographie, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)
17. KABLAN Hassy N'guessan Joseph, Maitre de Conférences en Géographie, Université Felix Houphouët- Boigny, (Côte d'Ivoire)
18. ASSUE Yao Jean Aimé, Maitre de Conférences en Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

19. DIBI-ANOH Pauline, Maitre de Conférences en Géographie, Université Felix Houphouët-Boigny, (Côte d'Ivoire)
20. GNELE José Edgard, Maitre de conférences en Géographie, université de Parakou (Benin)
21. KOFFI Yao Jean Julius, Maitre de Conférences, Université Alassane Ouattara, (Côte d'Ivoire)
22. MAFOU Kouassi Combo, Maitre de Conférences en Géographie, Université Jean Lorougnon Guédé (Côte d'Ivoire)
23. VISSOH Sylvain, Maitre de Conférences en Géographie, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
24. YAO Kouassi Ernest, Maitre de Conférences en Géographie, Université Jean Lorougnon Guédé Côte d'Ivoire)
25. YANOGO Pawendkissou Isidore, Maître de Conférences en Géographie, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso).

SOMMAIRE

DYNAMIQUE DU FRONT AGRICOLE AUTOUR DU CHANTIER D'AMÉNAGEMENT FORESTIER DE SAPOUY-BIÉHA DANS LA PROVINCE DE ZIRO (BURKINA FASO)
OUEDRAOGO Touwendé Jean Parfait, GANSAORE Baowindsida Jérémie.....Page 1 à 15

VIDÉOSURVEILLANCE ET SÉCURITÉ URBAINE À KORHOGO (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE)
DOSSO Ismaïla.....Page 16 à 32

FEMMES ET MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE M'BENGUÉ AU NORD DE LA CÔTE-D'IVOIRE
N'golo Brahima SORO.....Page 33 à 46

DÉGRADATION DU BASSIN VERSANT DE LA RETENUE D'EAU DE KOGBÉTOHOUÈ (SUD-OUEST BÉNIN) ET IMPACTS SUR LA CUVETTE
Coffi Justin NOUMON, Kouèchivi Symphorien LAGA.....Page 47 à 60

LOGIQUES PAYSANNES DE MISE EN VALEUR DES BAS FONDS DANS LE FINAGE DE GAZIBOUO (CENTRE-OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE)
Aka Giscard ADOU, Seidou COULIBALY, N'kpomé Styvince Romaric KOUAO, Saturnin Roméo Nitani SAHA.....Page 61 à 75

PRODUCTION AGRICOLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS L'ARRONDISSEMENT DE GLO-DJIGBE (COMMUNE D'ABOMEY-CALAVI)
Toundé Roméo Gislain KADJEBIN, Kokou Mawussi EGBETOWOKPO, Mègnongon Clément Léopold BABADJIHOU.....Page 76 à 90

PARTICIPATION DES FEMMES DANS LA DECENTRALISATION EN MILIEU RURAL : CAS DES COMMUNES DE DIKODOUGOU ET DE SINEMATIALI AU NORD DE LA COTE D'IVOIRE
COULIBALY Koulotioloma Kassoume, KOFFI Yéboué Stéphane Koissy.....Page 91 à 104

LES AIRES DE MARCHÉ DE TÉLÉPHONES PORTABLES CONTREFAITS DANS LA COMMUNE D'ADJAMÉ, DISTRICT D'ABIDJAN
Kouassi Séverin KOUAKOU, Aya Angèle Pauline BOUSSON et BEHIBRO Florence Marie Christiane.....Page 105 à 119

SAISONNALITÉ ET IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE L'ULCÈRE DE BURULI DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE BOUAKÉ (CÔTE D'IVOIRE)
Kpaka Sabine DIOBO DOUDOU.....Page 120 à 135

OCCUPATION DES ESPACES PUBLICS PAR LES ACTIVITES INFORMELLES A LIBREVILLE (GABON)
Guy Obain BIGOUMOU MOUNDOUNGA.....Page 136 à 150

PARTICIPATION DES FEMMES DANS LA DECENTRALISATION EN MILIEU RURAL : CAS DES COMMUNES DE DIKODOUGOU ET DE SINEMATIALI AU NORD DE LA COTE D'IVOIRE

PARTICIPATION OF WOMEN IN DECENTRALIZATION IN RURAL AREAS: THE CASE OF THE COMMUNES OF DIKODOUGOU AND SINEMATIALI IN THE NORTH OF COTE D'IVOIRE

COULIBALY Koulotioloma Kassoume : Doctorant en géographie, email : koulotioloma@yahoo.fr,
téléphone : 0141798953

KOFFI Yéboué Stéphane Koissy : Maître de conférences en géographie, Université Péléforo Gon
Coulibaly, Korhogo, Côte d'Ivoire, email : koyestekoi@yahoo.fr

Résumé

Démarrée timidement en 1960, la décentralisation est devenue un instrument de développement au début des années 1980 en Côte d'Ivoire. Son instauration dans les politiques de développement a permis de redéfinir la place de la société civile dans la gestion des affaires locales. Les débats actuels autour de l'implication des populations locales dans les prises de décision est une problématique importante. Cette implication suppose une participation active de toutes les couches sociales dans la gestion des collectivités locales, surtout les femmes en milieu rural. Pourtant, cette participation citoyenne des femmes tant clamée par les gouvernants dans le cadre de la décentralisation semble exclure cette frange de la société civile. Par ailleurs, les collectivités ivoiriennes dans leur ensemble dominées par une population rurale, la participation citoyenne demeure une problématique. Les communes de Dikodougou et de Sinématiali ne sont pas en reste. L'objectif de ce travail est d'une façon générale d'analyser le niveau de participation des femmes en milieu rural dans le contexte de décentralisation. La méthodologie adoptée pour atteindre cet objectif comprend une exploitation documentaire, des entretiens dirigés et un questionnaire soumis à 522 chefs de ménage. Ce sont 308 ménages dont 134 femmes dans la commune de Dikodougou et 214 ménages dont 88 femmes dans celle de Sinématiali. Il ressort une faible participation des femmes en milieu rural, dans la gestion des communes de Dikodougou et de Sinématiali. Cette faible participation s'explique par des contraintes sociales dont les plus importantes sont l'analphabétisme et une inexistence de cadre législatif.

Mots clés : Côte d'Ivoire, Dikodougou, Sinématiali, Femmes, Participation citoyenne.

Abstract

Started timidly in 1960, decentralization became an instrument of development in the early 1980s in Côte d'Ivoire. Its introduction in development policies has made it possible to redefine

the place of civil society in the management of local affairs. The current debates around the involvement of local populations in decision-making is an important issue. This involvement presupposes the active participation of all social strata in the management of local authorities, especially women in rural areas. However, this civic participation of women so much proclaimed by governments in the context of decentralization seems to exclude this fringe of civil society. In addition, since Ivorian communities as a whole are dominated by a rural population, citizen participation remains a problem. The communes of Dikodougou and Sinématiali are not to be outdone. The objective of this work is generally to analyse the level of participation of women in rural areas in the context of decentralization. The methodology adopted to achieve this objective includes documentary analysis, structured interviews and a questionnaire submitted to 689 heads of household. There are 308 Households of which 134 women in the commune of Dikodougou and 214 Households of which 88 women in that of Sinématiali. It appears that there is little participation of women in rural areas in the management of the communes of Dikodougou and Sinématiali. This low turnout can be explained by social constraints, the most important of which are illiteracy and the lack of a legislative framework.

Key words : Côte d'Ivoire, Dikodougou, Sinématiali, Women, Citizen participation

Introduction

L'instauration de la décentralisation est une réponse institutionnelle à la crise économique survenue dans les pays en développement. Elle a été préconisée par les institutions de Brettons Woods pour pallier aux problèmes économiques survenus à la fin des années 1980. Cette politique de décentralisation, incarne des idéaux politiques normatifs de tradition néolibérale comme « *la bonne gouvernance* », « *la démocratie à la base* », « *la société civile* », « *l'obligation de reddition des comptes* » Kpatchavi, 2010, p2, cette nouvelle stratégie de développement adoptée avait pour objectifs essentiels d'impulser le développement au niveau local et surtout de favoriser la participation des populations à la gestion de leurs affaires, Koffi, 2014, p2. Cette participation citoyenne est non seulement un principe fondamental de la démocratie locale, mais aussi une technique pour limiter les décisions prises par le « haut ». Elle consiste à associer les populations locales dans les prises de décisions collectives. Toutefois, cette participation citoyenne tant clamée par les gouvernants dans le contexte de la

décentralisation demeure problématique dans les communes. En Côte d'Ivoire, comme partout en Afrique de l'ouest, la décentralisation implique une participation effective des populations à la gestion des affaires locales. Cependant, depuis plus de quatre décennies d'animation de la politique de décentralisation, la participation des populations demeure problématique. Plusieurs études menées dans ce sens révèlent une faible implication des populations dans les prises de décisions collectives. Par ailleurs, dans un contexte socio politique marqué par la question du genre d'où l'égalité des sexes, la participation de tous les sexes devrait être une priorité pour les politiques locales. Qu'en est-il de la participation des femmes à la vie des communes en milieu rural ? Quel est le niveau de participation des femmes en milieu rural ? C'est à cette question que la présente étude tente de répondre. Il est important de jeter un regard sur cet aspect de la participation car la question du genre est devenue un indicateur important dans l'évaluation de la gouvernance local. Pour ce faire, les communes de Dikodougou et de Sinématiali au nord ont été choisies. L'objectif de cette étude est de L'objectif de ce travail est d'une façon générale d'analyser le niveau de participation des femmes en milieu rural dans le contexte de décentralisation. Notre conviction est des femmes en milieu rural ont une faible participation dans la gestion communale liée des contraintes sociodémographiques.

1. Espace d'étude, Matériel et Méthodes

1.1. Présentation de l'espace d'étude

Cet article est une étude comparative qui a eu pour cadre d'étude les communes de Dikodougou et de Sinématiali localisées dans le district des savanes. Ces deux communes ont des traits communs au niveau démographique et des caractéristiques spécifiques au niveau des infrastructures économiques.

La commune de Dikodougou est située au sud de la région du Poro. Elle est la deuxième plus grande commune de la région du Poro. Elle a été érigée en commune de plein exercice par la loi n° 85-10 du 17 octobre 1985 portant création de 98 communes en Côte d'Ivoire, elle entre en exercice en 1986. Elle est limitée au nord par la commune de Guiembé, au sud par la sous-préfecture de Boron, à l'ouest par les sous-préfectures de Kiemou et de Tortiya, à l'est par celle de Kanoroba (figure1). La

commune de Dikodougou est en majorité peuplée par les Kouflos et les Fodonnon, deux sous-groupes des Sénoufos. L'activité économique principale de la commune de Dikodougou est l'agriculture. La culture vivrière qui domine le secteur est l'igname. Au niveau des cultures de spéculation, ce sont le coton et l'anacarde.

Quant à la commune de Sinématiali, elle se localise dans l'extrême nord de la Côte d'Ivoire. Elle est érigée en commune de plein exercice par la loi n° 85-10 du 17 octobre 1985 portant création de 98 communes en Côte d'Ivoire, elle entre en exercice en 1986. La commune de Sinématiali fait partie de la région du Poro, située au nord-est de ladite région. Elle est limitée au nord-est par la commune de Ferkessedougou, au sud par la sous-préfecture de Bahouakaha et à l'ouest par la sous-préfecture de Sediogo. (Figure1)

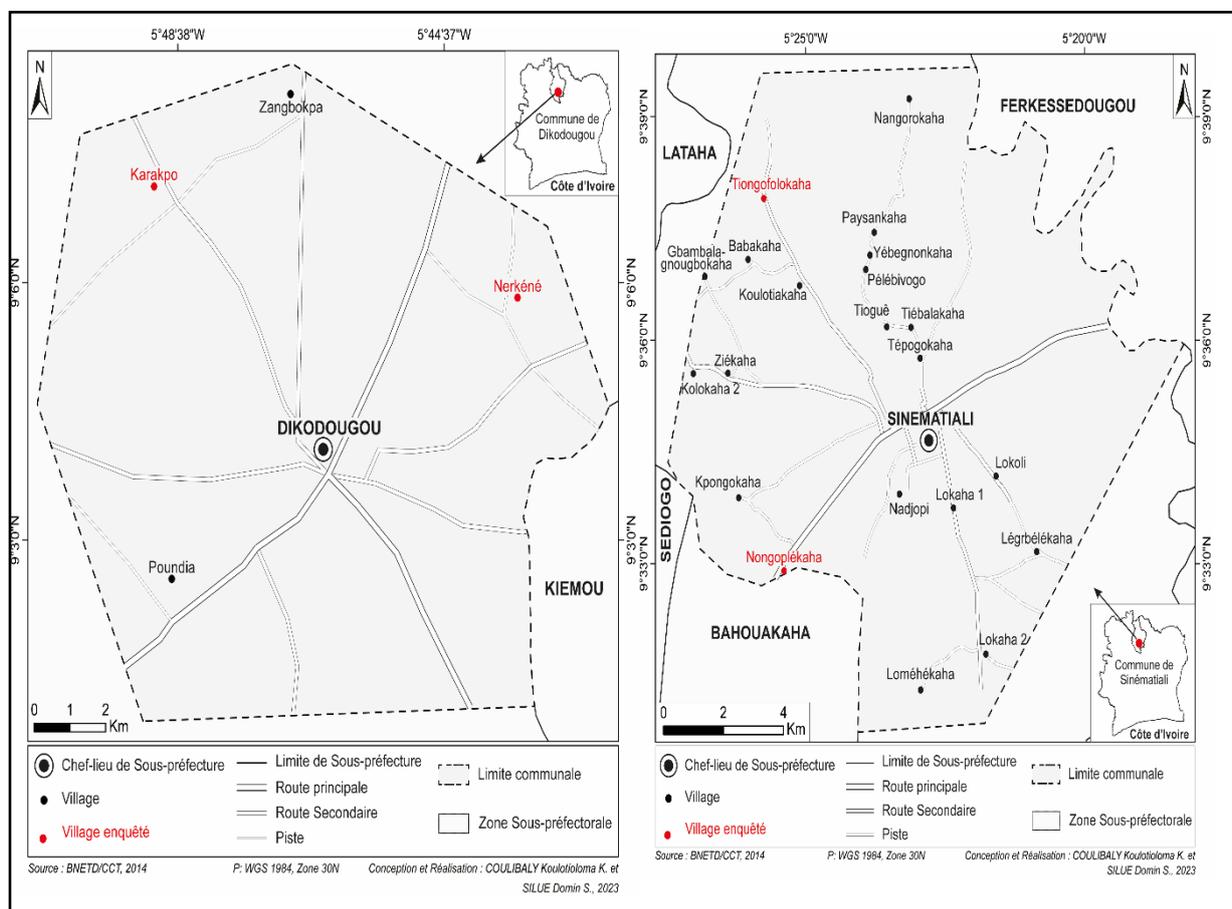


Figure 1: Présentation des communes de Dikodougou et de Sinématiali

1.2. Matériel et Méthodes

La démarche adoptée pour la collecte des données s'articule autour de la recherche documentaire et l'enquête de terrain.

Au niveau de la recherche documentaire, il a été question d'exploiter des documents en rapport avec le concept de participation citoyenne dans le contexte de décentralisation. Il ressort donc que la participation citoyenne est un concept polysémique. Ce concept prend un sens en fonction du contexte dans lequel il est employé, d'où sa pluridisciplinarité. Dans le cadre de cette étude, la participation citoyenne peut être définie comme la volonté des populations de s'impliquer dans la gestion, dans les choix de projets collectifs en vue d'un développement local durable. Par ailleurs, les textes sur la décentralisation ivoirienne ont été également exploités. Il s'agissait de nous imprégner de la question de la participation citoyenne dans le contexte de cette politique. Enfin, des articles scientifiques, des mémoires et des thèses ont été consultés pour avoir une vision plus large de l'état de la participation citoyenne aussi bien en Côte d'Ivoire, en Afrique et ailleurs dans le monde. Il ressort donc que la question de la participation citoyenne a fait l'objet d'une littérature abondante dans le monde. Toutefois, en Côte d'Ivoire, cette question n'a pas fait l'objet d'une littérature importante.

Quant à l'enquête de terrain, elle s'est faite en trois étapes. D'abord, l'entretien guidé qui s'est fait avec les acteurs municipaux. Que ce soit à Dikodougou ou à Sinématiali, nous nous sommes entretenus avec les secrétaires généraux des communes précitées. Ces entretiens avaient pour objectif de connaître les stratégies mises en place par les élus locaux pour favoriser une participation de la population de façon générale et surtout les femmes en milieu rural. Nous nous sommes également entretenus avec les chefs de villages. Il s'agissait de connaître leur niveau de participation à la vie collective locale. Enfin, des entretiens ont été faits avec les présidentes de femmes en milieu rural. L'objectif était de connaître les difficultés qu'elles rencontraient pour leur participation aux prises de décisions locales.

Ensuite, un focus group a été réalisé avec les représentantes des associations des femmes des villages de communes. Il a été question de connaître le lien entre les projets réalisés par les autorités locales et leurs aspirations.

Enfin, il a eu l'enquête par questionnaire. Cette enquête par questionnaire s'est faite auprès de 308 ménages dans la commune de Dikodougou et 214 ménages dans celle de Sinématiali. L'échantillonnage s'est fait au moyen de la technique du choix raisonné

ou intentionnel. Nous avons donc retenu 5% des ménages des deux (2) communes (tableau 1). Cette enquête par questionnaire était l'occasion de connaître l'opinion de la population sur la question de participation et leur niveau d'implication dans la mise en place des projets locaux.

Dikodougou		Sinématiali	
Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
174	134	126	88

Tableau 1 : Échantillonnage
Source : INS, 2021.

Les données collectées ont été traitées de plusieurs manières. Les données statistiques ont été traitées au moyen du Sphinx plus² et Excel. Ce traitement a permis de générer les tableaux et les graphiques. Quant aux données cartographiques, elles ont été traitées à partir d'Argis et finalisées avec le logiciel de dessin Adobe Illustrator CC.

2. Résultats et analyse

2.1. Une participation citoyenne des femmes limitée au choix des élus locaux

Les périodes électorales sont les moments par excellence de la participation des populations au jeu démocratique des collectivités locales. En effet, au cours des périodes électorales, les populations sont appelées à participer au choix des élus locaux. C'est plus ou moins le contexte dans lequel les populations donnent leur avis sur la vie politique des collectivités locales. Aussi, doit-on noter que cette période est le seul canal par lequel les acteurs locaux rendent compte aux populations à travers des tournées de campagne pré-électorale ou électorale. Le tableau ci-dessous présente l'état de participation des populations à l'élection municipale de Dikodougou et de Sinématiali en 2023.

Commune	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
Dikodougou	50,28	52,04	1 544	49,72	3 105	42,7
Sinématiali	4 397	47,84	4 793	52,15	9 190	52,88

Tableau 2: Taux de participation à l'élection municipale de 2021 de Dikodougou et de Sinématiali
Source : CEI, 2023

Le tableau 2 met en relief le taux de participation des populations à l'élection municipale de 2023 dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali. Il ressort qu'au niveau de la commune de Dikodougou le taux de participation est de 50,28% pour les hommes contre 49,72% pour les femmes. Au niveau la commune de Sinématiali le taux de participation des hommes est 47,84% contre 52,15% pour les femmes. Les périodes électorales constituent pour les populations de participer à la vie collective en y apportant leurs voix. Cependant, quel intérêt porte ces populations aux élections locales ? Les enquêtes ont montré que certaines populations votent sans véritable conviction. Au cours de l'enquête, une femme de la commune de Dikodougou a répondu par les propos suivants : « *j'ai voté parce que mon mari me l'a demandé. Il m'a dit que c'est le candidat que le village a choisi et je devais voter pour lui. Moi personnellement je ne connais pas le candidat. J'espère qu'il va régler nos problèmes* ». Cela montre que les élections sont parfois le choix de la communauté et non de l'individu.

2.2. Une faible participation des femmes à l'animation locale des communes de Dikodougou et de Sinématiali

En Côte d'Ivoire, les textes de la décentralisation prévoient une participation des populations aux prises de décisions locales. Même si cette loi est mitigée sur la participation effective, car, les populations ne sont pas autorisées à donner leur choix au cours des réunions municipales. Selon l'article 32 du Décret n°82-141 du 27 janvier 1982 « *Les réunions des Conseils sont publiques* ». Ainsi, cet article permet à toute la population de participer aux réunions municipales.

Les femmes constituent une couche importante dans l'animation locale. Depuis plusieurs décennies, les nations unies mettent l'accent sur la participation des femmes dans les instances de décision. Ainsi, le concept de « genre » est mis en avant plan dans la gestion des affaires locales. Outre les élections auxquelles elles prennent part, selon les résultats obtenus dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali, les femmes participent peu aux réunions municipales (figures 2 et 3).

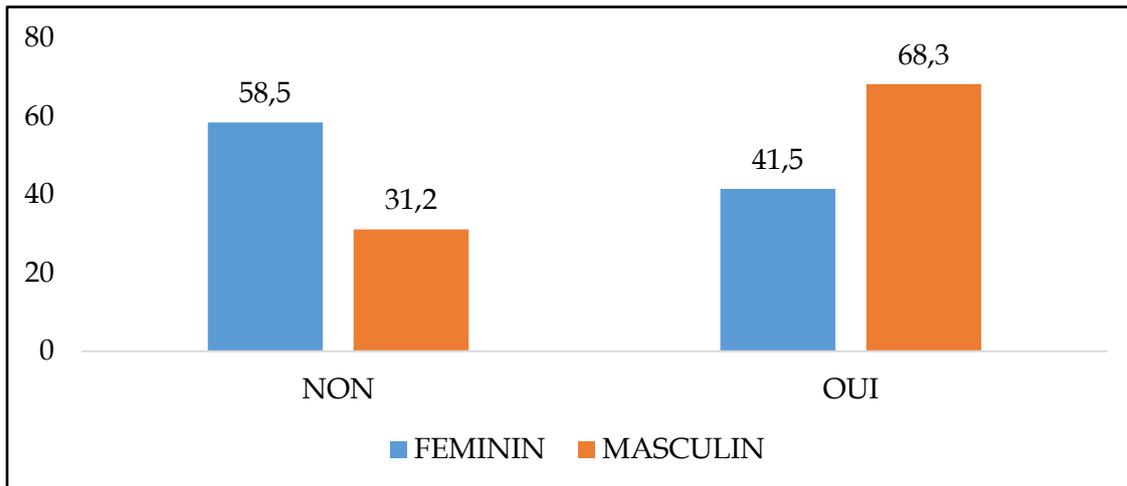


Figure 2 : Niveau de participation des femmes aux conseils municipaux dans la commune de Dikodougou

Source : Enquêtes, 2023

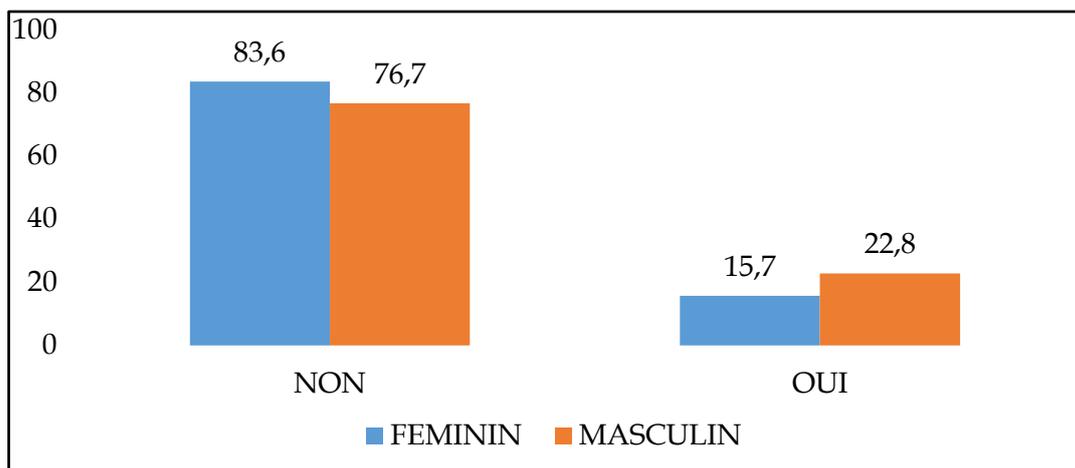


Figure 3 : Niveau de participation des femmes aux conseils municipaux dans la commune de Sinématiali

Source : Enquêtes, 2023

Les figures 2 et 3 ci-dessus mettent en évidence le taux de participation des femmes aux conseils municipaux de Dikodougou et de Sinématiali. Comme nous l'avons souligné plus haut, les conseils municipaux sont le cadre légal d'échange entre les élus locaux et les populations. Il ressort des enquêtes que les femmes participent peu aux conseils municipaux. Que ce soit la commune de Dikodougou ou celle de Sinématiali, le taux de participation des femmes reste inférieur à celui des hommes. Selon les enquêtes, dans la commune de Dikodougou, ce sont 58,5% des femmes qui ont répondu ne jamais participer à un conseil municipal contre 41,5% qui affirment avoir

participé à un conseil municipal. Dans la commune de Sinématiali, la question municipale semble délicate à évoquer auprès de la population. Cela se perçoit à travers les résultats obtenus auprès des ménages. Sur 214 chefs de ménages dont 88 femmes enquêtées, 83,6% n'ont jamais participé à un conseil municipal contre 15,7% qui disent avoir participé à un conseil municipal. Toutefois, celles qui ont déjà participé comprennent peu l'intérêt de cette participation vu le mutisme des élus locaux.

2.3. Faible participation des femmes en milieu rural à l'animation locale dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali, un frein au développement local

2.3.1. Une discrimination faite aux femmes dans la gestion participative dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali

Les femmes subissent une discrimination dans la gestion participative en milieu rural. Les enquêtes montrent que dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali, les femmes sont faiblement impliquées dans la gestion des projets locaux.

Commune	Dikodougou		Sinématiali	
	Village			
Femme	Karakpo	Nerkene	Koulotiakaha	Nongoplékaha
Non	70	87,5	65	63
Oui	20	12,5	35	27
Total	100	100	100	100

Tableau 3 : Taux de participation des populations dans la mise en place des projets en milieu rural

Source : Enquêtes ,2023

Le tableau 3 montre le niveau d'implication des femmes dans la mise en place des projets locaux. L'analyse montre que les femmes sont faiblement associées dans la mise en place des projets. Dans la commune de Dikodougou, dans les deux (2) villages enquêtés, ce sont 20% à Karakpo et 12,5% à Nerkene qui affirme être associée dans la réalisation de projets. Quant à la commune de Sinématiali ce sont 35% à Koulotiakaha et Nongoplékaha 27%. La participation se limite seulement le plus souvent à la cuisine pour la restauration des ouvriers.

2.3.2. Faible niveau d'instruction, facteur de l'absence de participation locale des femmes en milieu rural dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali

La faible implication s'explique aussi par le faible niveau d'instruction des femmes en milieu rural. Le niveau d'instruction est un indicateur important dans l'implication des femmes dans la gestion participative. Les tableaux 4 et 5 récapitulent le niveau

d'étude des femmes enquêtées dans deux (2) villages des communes de Dikodougou et de Sinématiali.

Niveau d'étude (%) \ Village	Karakpo	Nerkene
Aucun	26,7	62,5
Primaire	73,3	37,5
Secondaire	0	0
Supérieur	0	0
Total	100	100

Tableau 4: Niveau d'instruction des femmes en milieu rural de la commune de Dikodougou

Source : Enquêtes 2023

Le tableau 4 montre le niveau d'instruction des femmes dans les villages de Karakpo et de Nerkéné dans la commune de Dikodougou. L'analyse du tableau montre dans l'ensemble que le niveau d'étude le plus élevé est le primaire. De façon spécifique, à Karakpo 26,7% des femmes enquêtées n'ont pas fréquenté et 73,3% ont niveau primaire. Quant à Nerkéné, ce sont 62,5% qui n'ont aucun niveau d'étude et 37,5% ont un niveau primaire. Ce faible niveau d'étude est un obstacle à la participation effective des femmes en milieu rural à la vie communale de Dikodougou.

Niveau d'étude (%) \ Village	Koulotiakaha	Nongoplékaha
Aucun	75	51,2
Autre	0	8,1
Primaire	0	14
Secondaire	25	12,8
Supérieur	0	11,6
Total	100	100

Tableau 5 : Niveau d'instruction des femmes en milieu rural de la commune de Sinématiali

Source : Enquêtes 2023

Au niveau de la commune de Sinématiali, le tableau montre des données différentes de celles de la commune de Dikodougou. Il ressort du tableau 5 que dans les villages de Koulotiakaha et de Nongoplékaha, ce sont respectivement 75% et 51,2% de femmes enquêtées qui ne sont pas allés à l'école. Au niveau du primaire, c'est 0% et 14% respectivement pour les deux villages. Pour le secondaire, c'est 25% pour Koulotiakaha et 12,8% pour Nongoplékaha. Quant au supérieur, c'est 0% pour Koulotiakaha et 11,6% pour Nongoplékaha.

2.4. Les stratégies mitigées mises en place pour la participation des femmes en milieu rural

Les textes de la décentralisation ivoirienne n'ont véritablement pas accordé une priorité absolue à la population locale dans la gestion des collectivités locales. Dans la gestion des affaires locales, les populations n'ont pas de pouvoir de décision. Même si ces textes indiquent dans son l'Article 35 que « *Tout habitant ou contribuable de la Commune a le droit de demander à ses frais, communication de copie totale ou partielle des procès-verbaux et délibérations du Conseil municipal, des budgets et des comptes de la Commune, des arrêtés municipaux à l'exception des délibérations prises au cours d'une séance à huis clos.* »

Que ce soit le choix des projets ou l'expression des besoins, les populations locales sont consultées par le biais des conseillers municipaux dont la représentativité est mitigée. Au niveau des femmes, la question de la participation en milieu rural semble complexe. Outre le cadre législatif qui contraint la participation des femmes en milieu rural dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali, la tradition en pays Sénoufo ne favorise pas une participation effective des femmes. Dans la tradition Sénoufo, comme partout en Afrique, la femme n'a pas droit à la parole. Ses choix sont donc faits par les hommes.

2.5. Les associations locales (AL), courroie de participation des femmes en milieu rural dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali

Face aux stratégies mitigées mis en place par les élus pour la participation des femmes en milieu rural, elles se mettent en association pour contribuer aux prises de décision par le biais de leurs représentantes. Selon les représentantes des associations de femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenus, plus 20% de ces femmes affirment être régulièrement conviées aux activités municipales. C'est ce qui explique un taux important de femmes qui participent aux prises de décisions indirectement par les associations locales (*Ton*) en sénoufo (tableau 6).

	Féminin	Masculin
Dikodougou	69,2	30,8
Sinématiali	49,1	50,9

Tableau 6 : niveau de participation locale des enquêtés en association dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali

Source : Enquêtes, 2024.

Le tableau 6 présente le niveau de participation des femmes à la gestion communale à Dikodougou et à Sinématiali à travers les associations locales. Il ressort que dans la commune de Dikodougou, ce sont 69,2% des femmes qui affirment participer aux prises de décisions via l'association. Au niveau de la commune de Sinématiali, ce sont 49,1% des femmes enquêtées qui contribuent à la gestion communale par l'association.

3. Discussion

La problématique de la gestion participative dans le contexte de la décentralisation demeure une question importante. La gestion participative constitue un élément clé de la démocratie locale. Cette étude met l'accent sur la participation des femmes en milieu rural dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali. Il ressort que la participation des femmes en générale est plus importante dans le choix des élus locaux. La période des élections est primordiale dans l'implication des femmes en milieu rural. Cette participation qui permet aux femmes en milieu rural de contribuer au choix des décideurs locaux. Il faut noter que c'est pendant cette période, les femmes sont écoutées pour poser les choix. Les candidats sortants en profitent pour faire leur bilan auprès des femmes réunies le plus souvent en association. Dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali, le taux de participation des femmes aux élections locales montre l'intérêt qu'elles accordent au choix des autorités à la tête de la commune. Ces résultats rejoignent ceux de Koffi *et al*, 2014, p5). En effet, dans son étude portant sur les communes de Bingerville et de Koun-Fao, ils relèvent que c'est dans les périodes de campagnes électorales que les équipes municipales présentent leurs projets. Selon eux, l'objectif de ces campagnes, est d'attirer la sympathie des populations. Pourtant, selon le Conseil de l'Europe, 2024, p3, « *Il est de plus en plus manifeste que des élections périodiques ne suffisent ni à responsabiliser pleinement ceux qui gouvernent, ni à conférer aux citoyens ordinaires le sentiment d'être réellement des acteurs de leur vie. En outre, les faibles taux de participation électorale traduisent une apathie politique telle qu'elle sape le fonctionnement effectif de la démocratie* ».

Outre la participation locale dominée par un caractère politique, l'étude a cependant relevé l'absence des femmes dans la gestion participative locale. Cette participation doit passer par la prise en compte des besoins dans le choix des projets. Les femmes

sont des acteurs clés de la vie socioéconomique en milieu rural. Elles participent à la réduction de la pauvreté à travers les activités génératrices de revenus qu'elles exercent soit en association ou individuellement. C'est ce que Crook, 2003, p8, confirme quand ils dit que « *Pour faire face au développement rural et à la pauvreté dans les économies essentiellement agricoles comme l'économie ougandaise, il faut renforcer la productivité et le rendement de la production, et augmenter l'emploi* ». Cette même situation est observée dans l'étude de Guiriobe, 2016, p4, dans la commune de Guiglo. Dans cette étude qui traite de la participation des populations à la gestion des affaires locales, il ressort que « Les populations ne sont ni informées ni consultées à propos des sujets qui touchent à la vie ou à la gestion de leur commune car ceux qui doivent en principe le faire ne le font pas ». Il va plus loin pour dire que « *Les représentants des différentes communautés de base que les élus locaux invitent aux sessions ordinaires du conseil municipal, qu'ils soient chefs de villages ou de quartiers ou même conseillers municipaux, sont coupés des populations qu'ils représentent parce qu'ils ne communiquent pas avec elles comme le demande la situation* ». La gestion de la vie et les affaires de la commune de Guiglo est donc l'affaire d'une poignée d'individus et non de l'ensemble des citoyens. Cette inexistence de participation est aussi la conséquence d'un faible niveau d'instruction des femmes qui les contraint à s'intéresser à la gestion locale, notamment le bilan des maires, l'importance des projets.

Ainsi, pour contribuer à la gestion des affaires locales dans les communes de Dikodougou et de Sinématiali, les femmes s'en remettent aux associations locales qu'elles appellent le *ton* en Sénoufo. Ces regroupements leurs permettent de se faire entendre auprès des élus locaux. Elles constituent un nouvel acteur de développement local comme l'indique Lahssan, 2016, p12, « *Les dynamiques associatives observées au niveau du monde rural contribuent à l'apparition de nouveaux acteurs du développement. Les associations de développement offre le potentiel de fédérer des ressources individuelles au service d'un territoire* ». À travers donc cette vie associative, les femmes tentent de donner leurs avis la gestion collective de la commune.

Conclusion

L'objectif de cette étude était de mettre en exergue la problématique de gestion participative des femmes en milieu rural dans les communes de Dikodougou et de

Sinématiali. Il ressort donc que la gestion participative est encore mitigée depuis plus de quatre (4) décennies de la politique décentralisée. Quant à celle des femmes en milieu rural, elle semble quasiment inexistante. Pourtant, à l'ère des débats politiques sur l'inclusion du genre dans la gouvernance locale, la décentralisation s'avère inachevée. Cette politique censée fédérer toutes les couches sociales autour du développement local se retrouve piégée dans une pratique centralisée.

Références bibliographiques

CGLU et Cities Alliance, 2013, « *L'environnement institutionnel des collectivités en Afrique, CGLU Afrique, Rabat (Maroc)* », 120 p.vol.12, 14p.

Conseil de l'Europe, 2024 :« *Manuel pour la pratique de l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes* »,8p, <https://www.coe.int/fr/web/compass/citizenship-and-participation#6>, consulté le 02/07/2024 à 21 : 51.

Crook Richard, 2003, « *Decentralization and Poverty Reduction in Africa: The Politics of Local-Central Relations. Public Administration and Development* », p23, 77-88.

GUIRIOBE Paumahoulou Jean-Arsene, 2016, « *la participation citoyenne a la gestion de la municipalité de Guiglo En Côte d'Ivoire* », European Scientific Journal April 2016, vol.12, 14p.

Décret n°82-141 du 27 janvier 1982 déterminant les modalités de fonctionnement des conseils municipaux en Côte d'Ivoire.

KOFFI Yéboué Stéphane.et al, 2014 :« *Renforcer la participation des citoyens au processus de décentralisation en Côte d'Ivoire : cas des communes de Bingerville et de Koun-Fao* », Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement° 1, (EDUCI), 2014, pp 39-48.

KPATCHAVI Codjo Adolphe, 2010, « *Décentralisation et contrôle citoyen de l'action publique au Bénin : leçons et défis pour la promotion de la gouvernance dans les services publics au cours du prochain cinquantenaire* » p19.

LAHSSAN Bekkari, 2016 : « *Le rôle des acteurs associatifs entre acteur du développement local et auxiliaire des politiques publiques : étude de cas dans le Moyen Atlas* »,12p, Alternatives Rurales (4) www.alternatives-rurales.org, <https://doi.org/10.60569/4-a5>. Consulté le 02/07/2024 à 09h.